



TABLEAU DE BORD économique de l'Île-de-France

UN MARCHÉ DE L'EMPLOI TOUJOURS DYNAMIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE

Dans un environnement macroéconomique toujours ralenti, l'activité francilienne a continué à évoluer plutôt favorablement au troisième trimestre 2019. Ainsi, le total des créations d'entreprises a de nouveau crû dans la région au cours de l'été dernier tandis que le nombre de défaillances d'entreprises a amorcé un mouvement de repli. Le déficit extérieur régional est quant à lui resté conséquent mais a continué à se réduire et est au plus bas depuis 2006. Dans le même temps, même si le taux de chômage francilien a augmenté de 0,1 point au troisième trimestre 2019 (soit 7,5 %), plus de 20 000 créations nettes d'emploi ont de nouveau été enregistrées en Ile-de-France. Seul véritable bémol, l'activité hôtelière peine à redémarrer dans la région après avoir été affectée par les mouvements sociaux fin 2018 et début 2019 : ainsi, le secteur a perdu environ 500 000 nuitées entre novembre 2018 et septembre dernier.

Conjoncture française

Après être ressortie à + 0,4 % au trimestre précédent, la croissance hexagonale s'est élevée à + 0,3 % au troisième trimestre 2019 ; l'acquis de croissance après les neuf premiers mois de l'année a ainsi atteint + 1,2 %. Pour autant, même si elle a mieux résisté que la croissance allemande notamment, la croissance hexagonale sur l'ensemble de 2019 a décéléré comparativement aux exercices antérieurs selon la première estimation de l'Insee (+ 1,2 %, après + 1,7 % en 2018 et + 2,4 % en 2017). Dans ce contexte ralenti, le nombre de créations nettes d'emplois salariés privés a également graduellement diminué : 99 800 unités au premier trimestre de l'année, 54 100 au deuxième et 42 200 au troisième ; parallèlement, le taux de chômage en France métropolitaine a augmenté de 0,1 point au cours de l'été dernier pour atteindre 8,3 % de la population active.

Tendances à court terme

Les toutes dernières informations disponibles concernant l'Île-de-France montrent que, fin 2019, l'activité a été pénalisée par les perturbations occasionnées par les mouvements sociaux, tant dans les services marchands que dans l'industrie. Malgré tout, sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, tout en restant élevé, s'est réduit de 1,9 % sur un an. Le début de l'année 2020 a quant à lui été rythmé par une hausse des tensions géopolitiques qui a rendu l'évolution du prix du pétrole très aléatoire et, en contrepartie, par un apaisement des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine qui pourrait favoriser un redoux économique ; en Europe, la sortie juridique du Royaume-Uni est effective depuis le 31 janvier 2020 mais les mois de négociations qui s'ouvrent entretiennent une incertitude peu propice à l'activité économique.

Indice de la production nationale industrielle

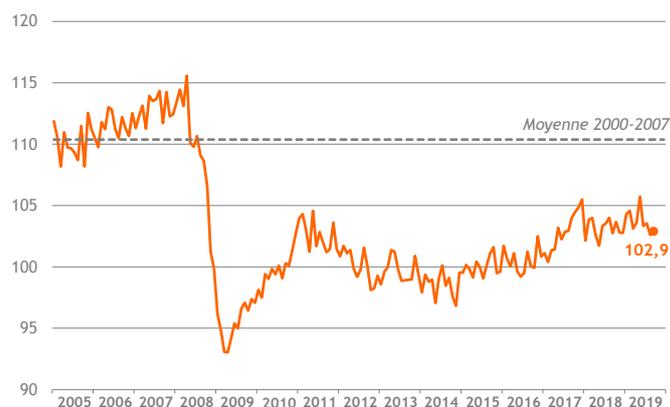
3^e trimestre 2019 - glissement annuel

- 0,4 %

Après avoir atteint en mai dernier son plus haut depuis fin 2008, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) hexagonal a marqué le pas au troisième trimestre 2019 (- 1,2 % par rapport au deuxième trimestre 2019 et - 0,4 % par rapport au troisième trimestre 2018) pour retrouver des niveaux proches de ceux qu'il affiche depuis près de deux ans (102,9 en septembre 2019 contre 103,6 en moyenne entre septembre 2017 et août 2019). Ainsi, la production industrielle nationale bute toujours sur les plus hauts qu'elle avait atteints après le rebond post-récession de 2008-2009 et son niveau reste inférieur d'environ 7,0 % à sa moyenne de la période 2000-2007. Au plan sectoriel, il est à souligner que les industries agro-alimentaires (- 1,4 % sur un trimestre et - 0,9 % sur un an) et la fabrication de biens d'équipement (- 2,6 % sur un trimestre et - 0,6 % sur un an) ont été particulièrement à la peine au troisième trimestre 2019.

Indice de la production nationale industrielle

(données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

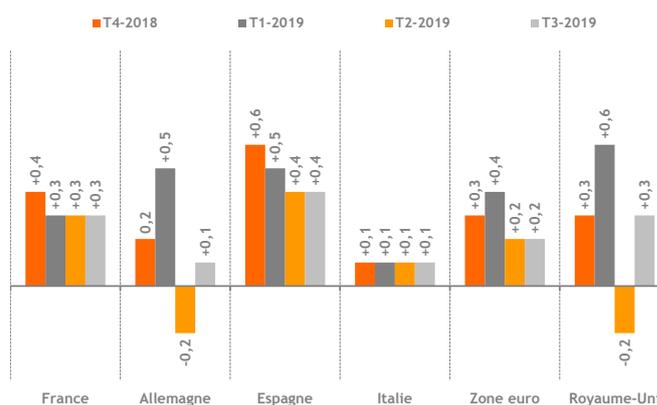
La conjoncture européenne

3^e trimestre 2019 - PIB de la zone euro

+ 0,2 %

Equivalente à celle du deuxième trimestre 2019, la croissance européenne est ressortie à + 0,2 % au troisième trimestre 2019 ; le PIB de l'Union européenne a été légèrement plus dynamique (+ 0,3 %). Parmi les principales économies continentales, l'Espagne continue d'afficher la croissance la plus élevée (+ 0,4%) mais l'heure y est à la décélération ; dans le même temps, tandis que les performances française (+ 0,3 %) et italienne (+ 0,1 %) sont stables depuis plusieurs trimestres, l'économie allemande est nettement plus hésitante et a tout juste évité la « récession technique » (+ 0,1 % après - 0,2 %). Hors zone euro, la croissance britannique a rebondi après avoir marqué un temps d'arrêt au printemps (+ 0,3 % après - 0,2 %). Dans ce contexte ralenti, le reflux du taux de chômage européen s'est interrompu : ainsi, le taux est stable aux alentours de 7,5 % en zone euro et à 6,3 % dans l'Union européenne depuis juin 2019.

Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays de l'Union européenne



Source : Eurostat

Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km ²)	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
Population (en millions - au 1 ^{er} janv. 2019 - Insee)	12,2	67,0 (France métrop. : 64,8)	18,2 % (18,8 %)
Densité de la population au km²	1 017	123	-
PIB 2015 (en volume, en milliards d'euros - Insee)	668,5	2 194,2 (France métrop. : 2 152,5)	30,5 % (31,1 %)
PIB/habitant 2015 (en euros)	55 204	32 967 (France métrop. : 33 409)	-
PIB/emploi 2015 (en euros)	107 715	79 773 (France métrop. : 80 214)	-
Emplois salariés privés (3 ^e trimestre 2019 - Insee Ile-de-France)	4 838 957	19 623 615	24,7 %
Taux de chômage (3 ^e trimestre 2019 - Insee Ile-de-France)	7,5 %	8,6 % (France métrop. : 8,3 %)	-

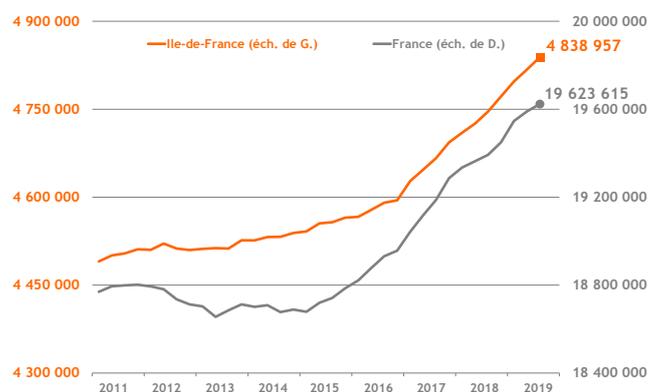
Emploi salarié privé

3^e trimestre 2019 - glissement annuel

+ 2,0 %

L'emploi francilien est resté favorablement orienté au troisième trimestre 2019. Ainsi, l'emploi salarié privé a augmenté, comme au trimestre précédent, de 0,4 % sur un trimestre en Ile-de-France, soit plus de 21 000 créations nettes ; la variation sur un an s'est quant à elle élevée à + 2,0 %, soit près de 93 000 créations nettes. Au plan sectoriel, comme c'est le cas depuis un an, les évolutions dans la région ont toutes été positives : l'emploi salarié privé francilien a ainsi crû de 0,4 % par rapport au deuxième trimestre 2019 à la fois dans l'industrie et dans le tertiaire marchand et la hausse a même atteint 1,5 % dans la construction. Par ailleurs, la tendance sur le marché francilien est restée dynamique alors qu'une légère décélération est observée depuis deux trimestres au niveau national : l'emploi y a augmenté de seulement 0,2 % sur un trimestre et de 1,2 % sur un an.

Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

Demande d'emploi

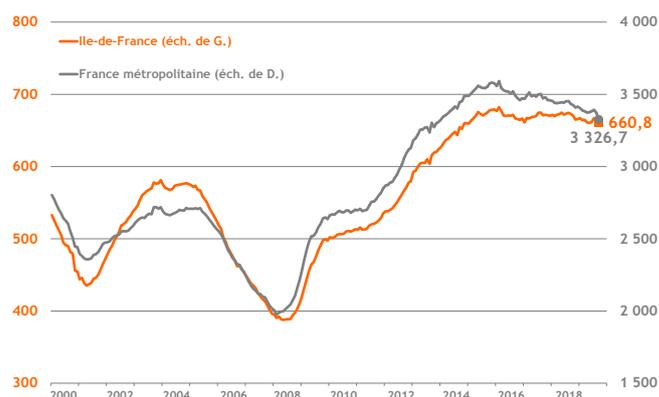
Septembre 2019 - glissement annuel

- 1,8 %

Malgré le volume conséquent des créations nettes d'emplois dans la région, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A peine toujours à se réduire en Ile-de-France et reste à un niveau élevé. Ainsi, en septembre dernier, il s'élevait à 660 770 dans la région, soit seulement 21 440 unités de moins qu'en février 2016 lorsque la courbe des DEFM laissait entrevoir de premiers signes d'inversion et, surtout, 273 140 de plus qu'au printemps 2008 avant le début de la crise. Par ailleurs, son évolution récente est restée hésitante : + 0,8 % sur un mois en juillet, - 0,4 % en août et - 0,6 % en septembre ; par conséquent, sur un an, le reflux est limité à 1,8 % dans la région. Qui plus est, la tendance du marché du travail francilien est en retrait par rapport à celle observée au plan national : le nombre de DEFM s'y est réduit de 7,4 % depuis février 2016 (contre seulement - 3,1 % en Ile-de-France) et, sur un an, la baisse a atteint 3,1 % en septembre dernier.

Note : les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en cinq catégories différentes ; parmi celles-ci, la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Source : Dares

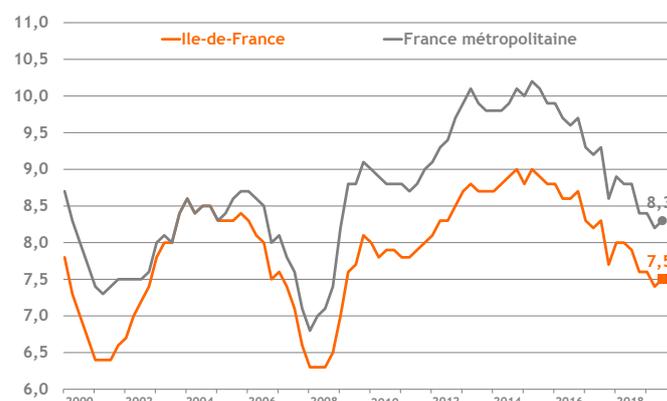
Taux de chômage

3^e trimestre 2019

7,5 %

Après avoir diminué de 0,2 point au deuxième trimestre 2019, le taux de chômage francilien est reparti à la hausse à l'été dernier ; ainsi, le taux régional s'est élevé à 7,5 % en moyenne sur l'ensemble du troisième trimestre 2019, soit 0,1 point de plus qu'au trimestre précédent. Pour autant, le mouvement de baisse amorcé il y a 4 ans désormais n'est pas remis en cause (la baisse cumulée depuis le dernier point haut de la série au printemps 2015 s'élève à 1,5 point) et le taux de chômage régional côtoie toujours ses plus bas niveaux depuis début 2009. L'évolution observée au plan national est assez similaire : ainsi, le taux de chômage (8,3 % en France métropolitaine) y a également augmenté de 0,1 point au troisième trimestre 2019 et le repli depuis les points hauts de 2015 atteint désormais 1,9 point.

Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

Immobilier d'entreprises

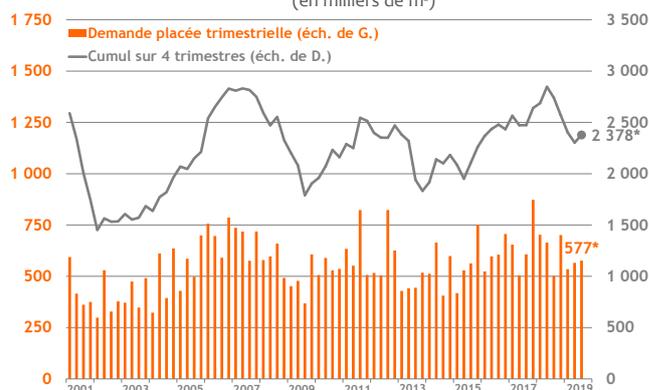
3^e trimestre 2019 - Surfaces de bureaux commercialisés

**576
600
m²**

A 576 600 m² au troisième trimestre 2019, la demande placée de bureaux en Ile-de-France a franchi le cap des 500 000 m² pour le dix-huitième trimestre consécutif ; ce volume a aussi représenté une hausse de 14,8 % comparativement au troisième trimestre 2018, la première évolution favorable observée après quatre trimestres de repli ; ce rebond a été notamment permis par la très bonne tenue du marché en Première Couronne. Malgré tout, sur les quatre derniers trimestres, les commercialisations de bureaux dans la région ont été cantonnées à 2 377 800 m², soit l'un des plus faibles cumulés sur une année glissante de ces quatre dernières années. Le taux de vacance des bureaux franciliens n'en est pas moins ressorti à un niveau proche de son point bas historique (5,1 % en moyenne au troisième trimestre 2019).

Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France

(en milliers de m²)



Source : GIE Immostat

* : données provisoires pour le troisième trimestre 2019

Prix des logements anciens

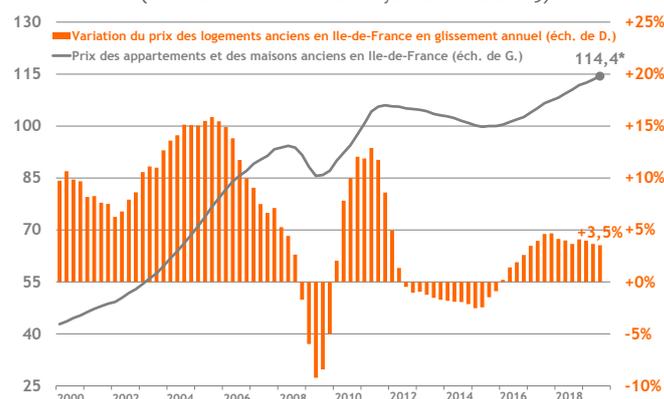
3^e trimestre 2019 - Prix des logements anciens - glissement annuel

+ 3,5 %

Dans la continuité de la tendance observée depuis fin 2015, le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) a de nouveau augmenté en Ile-de-France au troisième trimestre 2019 ; ainsi, l'évolution s'est élevée à + 0,9 % par rapport au deuxième trimestre 2019. La variation sur un an plafonne quant à elle toujours sous les + 5,0 % (+ 3,5 % au troisième trimestre 2019 par rapport au même trimestre de 2018), loin des évolutions à deux chiffres observées avant la récession de 2008-2009 ou encore fin 2010 – début 2011. En tout état de cause, la remontée des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 atteint désormais 14,6 %, cette tendance haussière depuis mi-2015 étant principalement impulsée par l'évolution du prix des appartements (+ 18,0 % contre + 7,8 % pour les maisons) et par le marché parisien.

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France

(données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee Ile-de-France

* : données provisoires pour le troisième trimestre 2019

Emploi intérimaire

septembre 2019 - glissement annuel

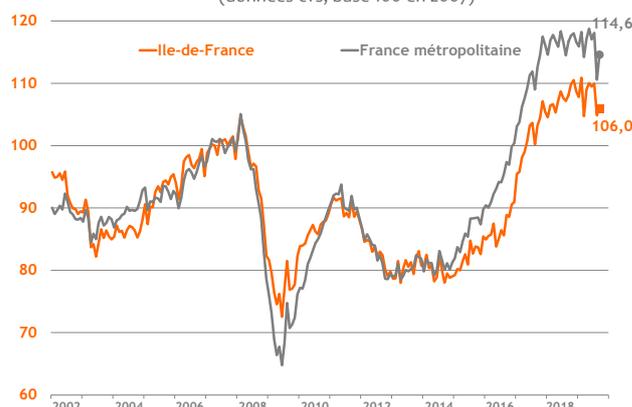
- 1,9 %

L'emploi intérimaire a représenté environ 130 000 équivalents temps plein (ETP) en Ile-de-France en septembre 2019 ; ainsi, après avoir d'abord ralenti en 2018, puis s'être stabilisée début 2019, l'évolution du volume d'emplois intérimaires dans la région est désormais défavorable (- 1,9 % par rapport au même mois de 2018). Il est à noter que la variation a été particulièrement négative en août (- 4,6 % sur un mois) avant de se redresser en septembre (+ 1,1 %). Le marché de l'intérim est tout aussi à la peine ces derniers mois au plan national qu'en Ile-de-France : en effet, le volume de l'emploi intérimaire en France métropolitaine plafonne depuis fin 2017 et, en septembre dernier, il était même inférieur de 1,8 % au niveau qu'il affichait un an plus tôt.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein

(données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

Créations d'entreprises

créations d'entreprises - 3^e trimestre 2019

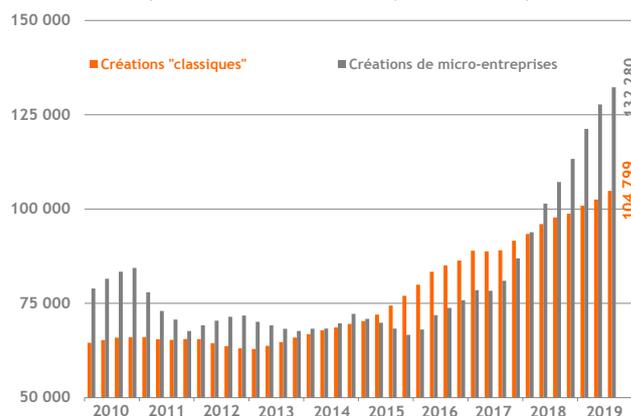
53 535

Plus de 53 500 entreprises ont été créées en Ile-de-France au troisième trimestre 2019. Ce volume a représenté une augmentation de 14,7 % sur un an au troisième trimestre 2019, soit la huitième hausse trimestrielle consécutive à deux chiffres.

Dans la continuité des trimestres précédents, l'évolution des créations sous le régime du micro-entrepreneur a été particulièrement soutenue (+ 17,9 % sur un an) tandis que celle des créations « classiques » était plus modérée (+ 10,8 % par rapport au troisième trimestre 2018). Au plan national, le volume total de créations d'entreprises a crû légèrement plus rapidement au cours de l'été dernier (+ 19,9 % en glissement annuel) ; là aussi, le nombre de nouveaux micro-entrepreneurs a particulièrement crû (+ 25,3 % contre + 15,3 % pour les créations « classiques »).

Note: le terme « micro-entreprise » employé ici désigne le régime des auto-entrepreneurs jusqu'au 31 décembre 2014 et celui des micro-entrepreneurs à partir du 1^{er} janvier 2015.

Créations d'entreprises en Ile-de-France
(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Défaillances d'entreprises

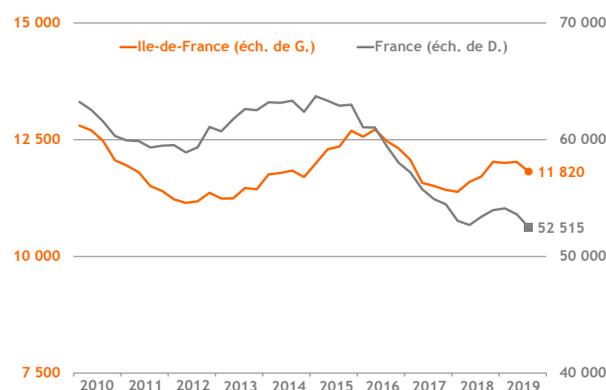
3^e trimestre 2019 - glissement annuel

- 8,8 %

Après être resté quasiment stable au cours du premier semestre 2019, le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France a amorcé un mouvement de repli au troisième trimestre 2019 ; ainsi, le volume des défaillances dans la région a diminué de 8,8 % au cours de l'été dernier par rapport à la même période de 2018. Malgré cette baisse, le volume de défaillances dans la région-capitale frôle toujours le seuil des 12 000 en cumul sur les quatre derniers trimestres même si le nombre de salariés ayant perdu immédiatement leur emploi du fait de la liquidation judiciaire de leur entreprise est quasiment équivalent à ceux d'avant-crise. Par ailleurs, la région-capitale accuse un temps de retard comparativement au niveau national ; en effet, le nombre de défaillances s'y est déjà réduit au cours des deux derniers trimestres (- 3,8 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2019, puis - 9,6 % au suivant).

Défaillances d'entreprises

(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Sources : Insee Ile-de-France et Oced (Observatoire consulaire des entreprises en difficulté)

Dépenses de consommation des ménages

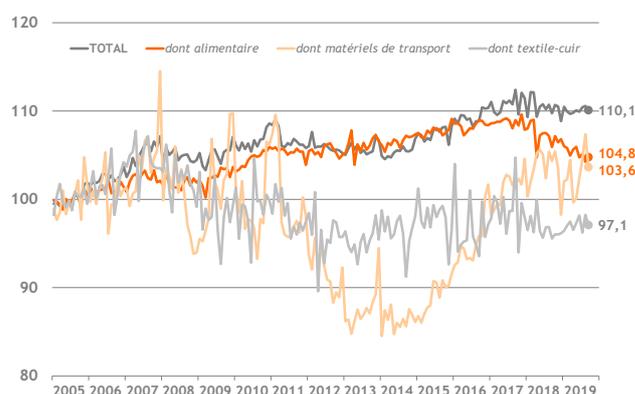
3^e trimestre 2019 - glissement annuel

+ 0,1 %

L'évolution des dépenses de consommation en biens des ménages français est restée poussive au troisième trimestre 2019. Ainsi, la consommation a augmenté de 0,4 % par rapport au deuxième trimestre 2019 et de seulement 0,1 % par rapport au troisième trimestre 2018. Pourtant, l'inflation (cantonée entre + 0,9 % et + 1,1 % au cours du troisième trimestre 2019) et les mesures de soutien budgétaire ont contribué à stimuler le pouvoir d'achat des ménages. Les tendances sont néanmoins restées hétérogènes d'un bien à l'autre ; les dépenses en matériels de transport ont ainsi augmenté de 4,4 % par rapport au deuxième trimestre 2019 et de 1,1 % par rapport au troisième trimestre 2018 tandis que les achats alimentaires se sont repliés dans le même temps de respectivement 0,7 % et 2,0 %.

Indices du volume des ventes de biens en France

(données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

Commerce extérieur

exportations - 3^e trimestre 2019 - glissement annuel

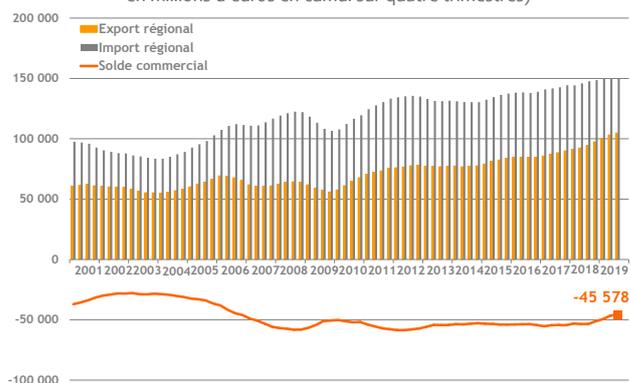
+ 7,1 %

Les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes ont crû de 7,1 % au troisième trimestre 2019 par rapport à la même période de 2018 (après + 12,4 % au trimestre précédent). Le taux de change de l'euro face au dollar (la devise européenne a évolué entre 1,10 \$ et 1,13 \$ à l'été 2019 et est même passée sous 1,10 \$ en septembre) a constitué un élément favorable à cette bonne tenue des exportations franciliennes. Parallèlement, les importations ont certes également augmenté au troisième trimestre 2019 (+ 1,7 % en glissement annuel) mais leur rythme de hausse est resté modéré, comme c'est le cas depuis fin 2018. Par conséquent, le déficit commercial francilien s'est de nouveau atténué et, en cumul sur les quatre derniers trimestres (i.e. du quatrième trimestre 2018 au troisième trimestre 2019), est, à 45,6 milliards d'euros, au plus bas depuis le quatrième trimestre 2006.

*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

Hôtellerie

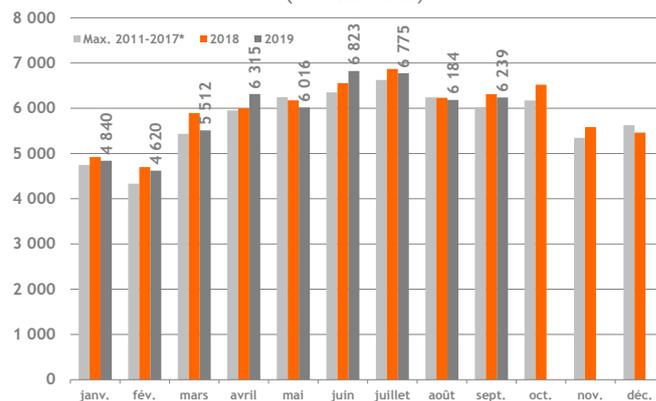
nuitées dans les hôtels franciliens - 3^e trimestre 2019 - glissement annuel

- 1,1 %

Alors qu'il avait semblé redémarrer au printemps dernier (+ 2,2 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2019) après avoir été pénalisé par les mouvements sociaux de fin 2018 – début 2019, le secteur de l'hôtellerie francilienne a de nouveau marqué le pas au troisième trimestre 2019. Ainsi, le nombre de nuitées hôtelières en Ile-de-France a diminué de 1,1 % en moyenne sur l'ensemble de l'été 2019 par rapport à la même période de 2018. Ce mouvement de baisse est principalement lié au repli du nombre de nuitées de la clientèle internationale (- 3,8 % en glissement annuel en juillet, - 5,4 % en août et - 7,9 % en septembre). Par conséquent, le nombre cumulé de nuitées dans les hôtels franciliens sur les douze derniers mois (i.e. d'octobre 2018 à septembre 2019) s'est élevé à 70,9 millions, soit une perte d'environ 500 000 unités depuis novembre 2018.

Nombre de nuitées dans l'hôtellerie

(données brutes)



Source : Insee Ile-de-France (champ : hôtels de 0* à 5*)

* : la série « Max. 2011-2017 » correspond au maximum du nombre de nuitées de chacun des mois de 2011 à 2017.

Trafic aéroportuaire

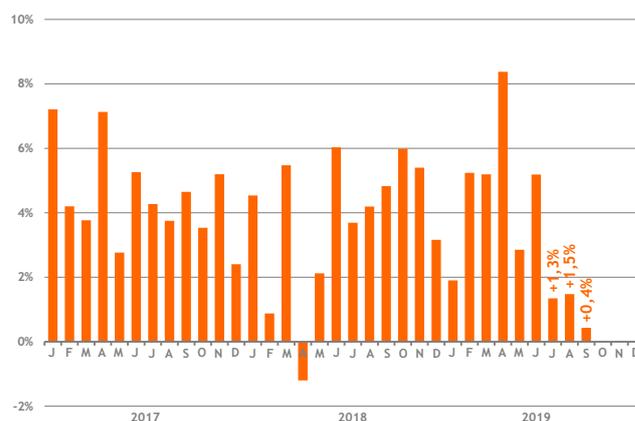
trafic passagers - 3^e trimestre 2019 - glissement annuel

+ 1,1 %

Le trafic passagers de Paris Aéroport est resté favorablement orienté au troisième trimestre 2019 : en moyenne sur l'ensemble du trimestre, la hausse s'est élevée à 1,1 % par rapport au deuxième trimestre 2018. Toutefois, cette augmentation en glissement annuel s'est nettement modérée comparativement à celles des trimestres précédents (+ 4,1 % au premier trimestre 2019, puis + 5,4 % au suivant). Ce ralentissement a été particulièrement marqué en septembre (seulement + 0,4 %) du fait de la fermeture pour travaux de la principale piste d'Orly et des effets de la faillite de la compagnie Aigle Azur. Ces récents résultats ont conduit le trafic total sur les douze derniers mois à 108,1 millions de passagers, soit un cumul supérieur de 2,6 % au record annuel établi en 2018 par Paris Aéroport.

Trafic passagers de Paris Aéroport

(variation par rapport au même mois de l'année précédente)



Source : Paris Aéroport

Industrie

Activité modérée mais régulière

Engagée à la fin du printemps, la dynamique de hausse modérée mais régulière de l'activité industrielle francilienne s'est maintenue tout au long du troisième trimestre 2019. Malgré cette orientation favorable, l'outil productif francilien est resté sollicité en deçà de ses capacités même si son taux d'utilisation est seulement légèrement inférieur au niveau de sa moyenne de longue période. Les prévisions des chefs d'entreprise franciliens sont par ailleurs favorables pour les mois à venir. Toutefois, il est à noter que certains secteurs, comme la production de machine et équipements, l'industrie automobile ou encore l'aéronautique, ont été à la peine pendant l'été ; dans l'automobile, contrairement aux autres secteurs, les carnets de commandes sont, qui plus est, décevants.

Bâtiment et travaux publics

Le second œuvre de plus en plus dynamique

Comme au trimestre précédent, l'activité du BTP en Ile-de-France a enregistré des tendances hétérogènes au troisième trimestre 2019. Ainsi, malgré les travaux du Grand Paris, l'activité du secteur des travaux publics a marqué le pas, les commandes des collectivités territoriales ralentissant quelque peu à l'approche des élections municipales. Dans le bâtiment, le gros œuvre a continué à tourner au ralenti tandis que la croissance du second œuvre s'est encore intensifiée ; dans ce dernier secteur, de nombreuses embauches sont réalisées pour faire face au volume de chantiers malgré des difficultés de recrutement de plus en plus problématiques pour certains profils.

Pour les mois à venir, les carnets de commandes sont bien garnis, ce qui permet aux chefs d'entreprise du BTP de se montrer confiants quant à une hausse de l'activité.

Services marchands non financiers

Des résultats estivaux positifs

L'évolution de l'activité dans les services marchands non financiers franciliens a été favorable au troisième trimestre 2019 malgré un léger coup de frein en fin de période. En effet, en septembre, un recul de la demande a été constaté dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, de l'édition et de la publicité ; à l'inverse, le chiffre d'affaires a été bien orienté dans les activités juridiques et comptables, le conseil et les transports routiers.

Les professionnels des services sont, dans l'ensemble, confiants et attendent une hausse des volumes d'affaires à court terme.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.
www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france

Dossier du trimestre

Recherche et développement en Ile-de-France : emplois et dépenses concentrés à l'ouest

L'effort de recherche francilien atteint l'objectif européen de 3 % du PIB

(effort de recherche dans les principales régions européennes, en 2015 ou 2016, en % du PIB)



Sources : Insee et Eurostat, 2015 ou 2016, selon les dernières données disponibles

La recherche et développement, source d'innovation et de croissance, apparaît comme un point clé de la démarche de coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne. Ainsi, l'UE a fixé à 3 % du PIB l'objectif de dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD).

L'effort de recherche de l'Ile-de-France est supérieur à la moyenne européenne mais plafonne et oscille entre 2,8 % et 3,0 % depuis la récession de 2008-2009 alors qu'il dépassait les 3 % au début des années 2000. Pour autant, l'Ile-de-France devance la plupart des autres grandes régions européennes. En France, la majorité des

régions présentent un effort de recherche inférieur à 2 %. Seules trois régions tirent la moyenne vers le haut : l'Occitanie (3,7 %), l'Ile-de-France (3,0 %) et l'Auvergne - Rhône-Alpes (2,8 %).

Deuxième région française en matière d'effort de recherche ramené au PIB, l'Ile-de-France est de loin la première par le montant des crédits affectés à la recherche, environ trois fois plus élevés qu'en Occitanie ou en Auvergne - Rhône-Alpes : en 2016, 19,7 milliards d'euros ont été investis en R&D en Ile-de-France, ce qui représente 39,9 % de la DIRD française. Ce taux est supérieur à la part de la région dans le PIB national ou dans l'emploi. Malgré tout, il a tendance à s'atténuer : il s'élevait à 40,9 % en 2011 et atteignait 43,5 % en l'an 2000. Dans chacune des régions de France métropolitaine, à l'exception de la Corse, ce sont les entreprises qui contribuent le plus aux dépenses de R&D. En Ile-de-France, cette part représente plus des deux tiers (68,8 %, soit 13,6 milliards d'euros) des dépenses de R&D en 2016. C'est un peu plus que la moyenne nationale (65,0 %), mais moins que dans les régions Auvergne - Rhône-Alpes, Centre - Val de Loire, Normandie et, surtout, Bourgogne - Franche-Comté (79,2 % des dépenses d'investissement par des entreprises).

Les dépenses de R&D des entreprises sont inégalement réparties sur le territoire francilien. Ainsi, en 2016, les Hauts-de-Seine et les Yvelines concentrent plus de la moitié des dépenses de R&D des entreprises de la région.

Pour en savoir plus :

« Recherche et développement en Ile-de-France : emplois et dépenses concentrés à l'ouest », Enjeux Ile-de-France du Crocis n°216 (en partenariat avec l'Insee Ile-de-France), décembre 2019, étude téléchargeable sur www.crocis.cci-paris-idf.fr

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site www.crocis.cci-paris-idf.fr dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
Suivez nous sur Twitter https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF

Responsable : Isabelle SAVELLI
Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN
Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
Services : Bénédicte GUALBERT
Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX
PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI
Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX
Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source
Dépôt légal : Janvier 2020
ISSN : 1266-3255